



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## redevance audiovisuelle

Question écrite n° 36445

### Texte de la question

Mme Roselyne Bachelot-Narquin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle. Depuis le 1er janvier 1998 en effet, les personnes exonérées sont celles qui remplissent une condition d'âge - plus de soixante-cinq ans -, une condition de ressources - être titulaire de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse -, et une condition d'habitation - vivre seul ou avec un conjoint non imposable. Par ailleurs, l'article 11 bis du décret du 30 mars 1992 modifié prévoit que l'exonération est maintenue en faveur des personnes âgées de soixante-cinq ans antérieurement au 1er janvier 1998, dès lors que les conditions exigées avant le 1er janvier 1998 sont remplies. Il semble toutefois que ce ne soit pas le cas pour de très nombreuses personnes âgées, qui ne peuvent plus bénéficier de l'exonération sur la base des dispositions antérieures. Certains dysfonctionnements les auraient en effet empêchées de prouver qu'elles étaient titulaires d'un compte exonéré. De plus, certaines personnes pouvant prétendre à l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse ne la sollicitent pas - à cause du report de charges sur leurs descendants - et ne sont donc pas exonérées alors que leurs ressources leur permettraient. En fonction de ces différentes situations, elle lui demande donc si une simplification des conditions d'exonération de la redevance peut être envisagée, par une exonération de toutes les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans se situant en dessous du plafond de revenus fixé pour l'attribution de l'allocation supplémentaire.

### Texte de la réponse

Le décret n° 92-304 du 30 mars 1992 modifié relatif à l'assiette et au recouvrement de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision prévoit que, pour être exonéré du paiement de la redevance, le redevable doit remplir à la fois une condition d'âge ou d'invalidité et une condition de ressources. Par ailleurs, s'il habite avec d'autres personnes, ces dernières doivent elles-mêmes remplir une condition de ressources. Le décret n° 93-1314 du 20 décembre 1993 a aménagé le critère d'âge, jusqu'alors fixé à soixante ans, en le décalant d'un an chaque année pour atteindre soixante-cinq ans en 1998. Il a, en outre, prévu qu'à compter du 1er janvier 1998 la condition de ressources pour les personnes ayant soixante-cinq ans au 1er janvier de l'exigibilité de la redevance serait liée non plus à une notion de cotisation d'impôt ou de revenu de référence, mais au versement de l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité vieillesse. Ce changement de réglementation ne remet pas en cause le bénéfice des exonérations déjà accordées. Toutes les personnes titulaires d'un compte exonéré sur la base des dispositions anciennes peuvent donc continuer à s'en prévaloir dès lors que le montant de leurs revenus de l'année précédente n'excédera pas la limite prévue à l'article 1417-1 bis du code général des impôts. Pour les revenus de 1998, cette limite est fixée, pour la métropole, à 43 900 francs pour la première part du quotient familial, majorée de 11 740 francs pour chaque demi-part supplémentaire. Toutefois, il est admis que les personnes pour lesquelles aucun compte n'est actuellement ouvert dans les fichiers du service de la redevance, mais qui sont en mesure de prouver qu'elles ont bénéficié d'une exonération dans le passé, conservent leurs droits acquis sous réserve de remplir la même condition de ressources que celle indiquée ci-dessus. Bien entendu, certains redevables qui ne remplissent pas les

conditions d'exonération, éprouvent néanmoins des difficultés justifiées à s'acquitter en temps voulu de la redevance. Les centres régionaux de la redevance de l'audiovisuel ont la possibilité d'accorder des délais de paiement exceptionnels aux personnes en difficulté. Ils peuvent reconduire ces mesures, sur demande du redevable, si ses difficultés persistent. L'article 23 du décret n° 92-304 du 30 mars 1992 modifié prévoit par ailleurs que lorsqu'un redevable se trouve dans l'impossibilité de se libérer, il peut, en cas de gêne ou d'indigence, adresser une demande de remise ou de modération au centre régional de la redevance. Ainsi, le dispositif actuel permet aux services de prendre en compte les situations spécifiques des personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de s'acquitter de la taxe.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Roselyne Bachelot-Narquin](#)

**Circonscription :** Maine-et-Loire (1<sup>re</sup> circonscription) - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 36445

**Rubrique :** Taxes parafiscales

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 25 octobre 1999, page 6119

**Réponse publiée le :** 22 novembre 1999, page 6701